



FEFI « Finding Education for Female Inmates »

Un projet européen du programme GRUNDTVIG, Education des adultes, qui s'intéresse aux femmes détenues sur la période 2013/2015.

Dix partenaires issus de huit pays (Allemagne, Belgique, Chypre, Finlande, France, Italie, Malte, Turquie) pour un consortium constitué de ministères (justice et éducation nationale), d'établissements pénitentiaires et d'universités.

Le GIP FCIP de Limoges (Education nationale) est le partenaire français de ce projet mais c'est l'Unité Pédagogique Régionale (UPR) de Bordeaux qui le met en œuvre.

L'UPR est un département de l'Education nationale détaché auprès de chaque Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires pour organiser l'enseignement en prison.

L'UPR de Bordeaux sert les académies de Bordeaux, Limoges et Poitiers.

Un site dédié au projet est opérationnel depuis le 1^{er} janvier de cette année
<http://www.euro-cides.eu/FEFI/>

Le projet initié en novembre 2013 est réputé s'achever contractuellement fin octobre 2015.

Le **24 septembre 2015** auront lieu dans chaque pays partenaire les conférences nationales conclusives du projet articulées autour d'une vidéoconférence européenne de deux heures qui mettra en présence les invités et participants des huit pays. Deux représentants du partenariat seront présents dans chacune des conférences (un représentant du GIP FCIP de Limoges sera pour sa part en Sicile tandis qu'une enseignante en anglais intervenant au centre pénitentiaire de Bordeaux-Gradignan se déplacera en Finlande). Nous accueillerons nous-mêmes ce jour-là des partenaires de Finlande (Prison de femmes) et de Malte (Faculté de criminologie).

La conférence conclusive française se déroulera dans la **Salle des conseils de la Présidence de l'université à Limoges, 33 rue François Mitterrand de 9h00 à 13h00.**

Les travaux de la conférence seront ouverts par Monsieur Pierre-Yves DUWOYE, Recteur de l'académie de Limoges. L'intervenante française durant la vidéoconférence sera Madame Sophie BLEUET, Directrice Interrégionale des Services Pénitentiaires de Bordeaux. Ont été invités : directeurs d'établissements pénitentiaires, proviseurs d'UPR, enseignants et personnels en prison, magistrats, institutionnels (Conseil Régional du Limousin, Directions Interrégionale et Territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, Droits de la Femme, Agence nationale ERASMUS+, Direction régionale Pôle Emploi,...).

Présentation du contenu du projet et des temps-clés

De précédents projets européens (FEPEN - HIPPO – ESM) partagés par un grand nombre de pays membres de l'Union Européenne, il ressortait de façon permanente une problématique propre aux femmes détenues quant aux moyens humains et organisations pédagogiques mis en œuvre dans les établissements pénitentiaires. Ainsi, ce public-cible (mineures ou/et majeures), parce qu'en nombre réduit dans les quartiers Femmes / Mineurs des maisons d'arrêt, aux niveaux de connaissance très hétérogènes et aux besoins spécifiques tout autant disparates, ne peut bénéficier des mêmes avantages que leurs équivalents Hommes. Il s'agissait donc d'aller questionner leurs situations, de les analyser pour en retirer des enseignements qui permettraient d'investiguer des pistes de réflexion pour de nouvelles formes d'organisation plus personnalisées.



Séminaire de lancement à Mayence (DE) en décembre 2013

Même si certains d'entre eux avaient déjà partagé quelques projets, les partenaires de FEFI ont fait connaissance et réglé tous les points d'intendance (logistique, administratif, contractuel,...) incontournables pour une gestion optimale du projet sur les deux années à venir.

Ce séminaire de travail a surtout été l'occasion de travailler autour de deux questionnaires, l'un dédié aux femmes détenues, l'autre aux professionnels travaillant en milieu pénitentiaire (surveillants et personnels de direction, enseignants, conseillers d'insertion et de probation, travailleurs sociaux, soignants,...). Il s'agissait d'étudier le contexte des situations dans lesquelles se trouvaient ces femmes en même temps que d'observer la posture des personnels gravitant autour d'elles au quotidien.

Sur l'ensemble des pays partenaires de FEFI, et sur les quatre derniers mois du 1^{er} semestre 2014, 438 questionnaires complétés sur un mode volontaire par des femmes détenues ont pu être traités (en appui sur des collecteurs médiateurs pour celles en situation d'illettrisme ou/et d'origine étrangère ne parlant pas le français) en même temps que 134 questionnaires ont été recueillis auprès de professionnels. Sans reprendre ici l'analyse de toutes ces données faite par la faculté de criminologie de Malte (et qui sont accessibles sur le site dédié à FEFI), le tout premier enseignement à garder en mémoire c'est le taux important de participation de ces femmes détenues qui ont toutes convenues que c'était bien la 1^{ère} fois que l'on semblait vouloir s'intéresser à leurs situations personnelles, même si elles ne croyaient que peu en des changements induits.

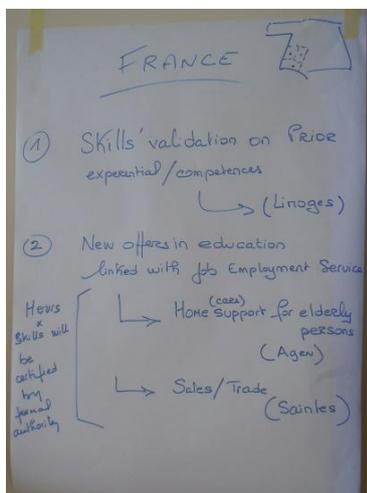


Visite d'étude à Hämeenlinna (FI) en sept. 2014

C'est là que les premières analyses, par pays, ont été restituées aux partenaires par l'Université de Malte, faculté de criminologie desquelles trois cibles ont été identifiées, à savoir :

- les femmes détenues et leurs projets personnalisés,
- les professionnels travaillant au quotidien auprès de ces mêmes femmes,
- les décideurs politiques et institutionnels.

Pendant le séminaire, les partenaires ont donc dû se positionner sur un voire deux axes d'intervention en fonction, bien sûr, de leur légitimité et de leurs prérogatives. Le partenaire français, pour sa part, s'est engagé dans les deux premiers. Les partenaires ont quitté la Finlande avec, pour tâche, de réfléchir et organiser des activités pédagogiques d'investigation qu'ils souhaiteraient mettre en place au début de l'année 2015.



Visite d'étude à Izmir (TR) en janv. 2015



Lors de cette nouvelle rencontre transnationale, chaque partenaire a présenté ses axes d'engagement pour les six mois à venir. Des expérimentations fortes intéressantes allaient s'engager qui devaient mobiliser tant les personnels que les femmes détenues ravies de voir qu'une suite était donnée aux réponses qu'elles avaient pu apporter aux questionnaires.

Les nouvelles pratiques et formes d'organisation ont été mises en place à partir de février 2015 et sont encore en cours à la date d'élaboration de ce dossier de presse.

Pour la France, en tant que 1^{er} axe d'engagement en termes d'expérimentation, la mise en place de la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) à la maison d'arrêt de Limoges a pu être engagée en deux temps. Tout d'abord, ce sont deux intervenantes du DAVA de Limoges en même temps que le responsable local d'enseignement dans l'établissement pénitentiaire qui ont lancé la dynamique en présentant la démarche et en identifiant les femmes détenues relevant potentiellement du dispositif VAE. Trois candidates se sont positionnées mais une seule a pu être retenue parce que remplissant les conditions réglementaires. En cours d'accompagnement, celle-ci fut libérée en avril 2015 ce qui a nécessité que les services du DAVA de Bordeaux intervenant sur le territoire de son domicile prennent le relais pour la suite de son projet (finalisation du livret 1 et élaboration du livret 2) avec des difficultés collatérales à résoudre (pas d'accès internet au domicile de l'ex-détenue, deux déménagements en quelques semaines,...). Le travail est toujours en cours.

Dans un premier temps, ce deuxième axe d'engagement n'avait pu être mis en œuvre en cours d'année scolaire 2014/2015 par défaut de formateurs (formation Vente –établissement pénitentiaire de Saintes- et formation Aide à domicile –établissement pénitentiaire d'Agen-). L'implication de tous les acteurs fait qu'une formation « Hygiène Professionnelle et Prévention » vient de commencer sur l'établissement pénitentiaire de Saintes à cette rentrée 2015.

Pour plusieurs raisons, un avenant de six mois a été sollicité et accepté par l'Agence Exécutive à Bruxelles ; cette prolongation servira amplement ce travail en devenir.



Dernière visite d'étude à Trapani (IT) en juin 2015

Depuis le début du projet, par engagement contractuel, chaque rencontre européenne donne lieu à la visite d'établissements pénitentiaires pendant lesquelles nous pouvions rencontrer et échanger tant avec les femmes détenues qu'avec des personnels de direction et d'encadrement, des surveillants, des enseignants, des psychologues,... Ici, sur les marches de la prison de Trapani en Sicile où nous avons été frappés par l'accueil qu'ont réservé les femmes détenues au groupe d'intervenants de l'UEPE, service de suivi et d'insertion du ministère de la justice italienne et hôte, qui s'est largement investi dans l'expérimentation pour que ces femmes détenues puissent se retrouver autour de temps collectifs animés dans une cuisine aménagée au lieu de rester enfermées 23h/24h dans des cellules partagées à 2 ou 3.

Cette ultime visite d'étude du projet FEFI a été l'occasion de présenter les premiers résultats des axes d'intervention pilotés dans chaque pays en même temps que de préparer les conférences nationales conclusives du projet ce 24 septembre 2015.

Un set de supports de documentation (carton d'invitation, affiche, plaquette, marque-page) a été présenté aux partenaires qui l'ont validé.

Une brochure en allemand, anglais et français sera disponible au terme du projet.

Une suite au projet devrait être proposée aux instances européennes au début de 2016. Son nom « PROFILE ».

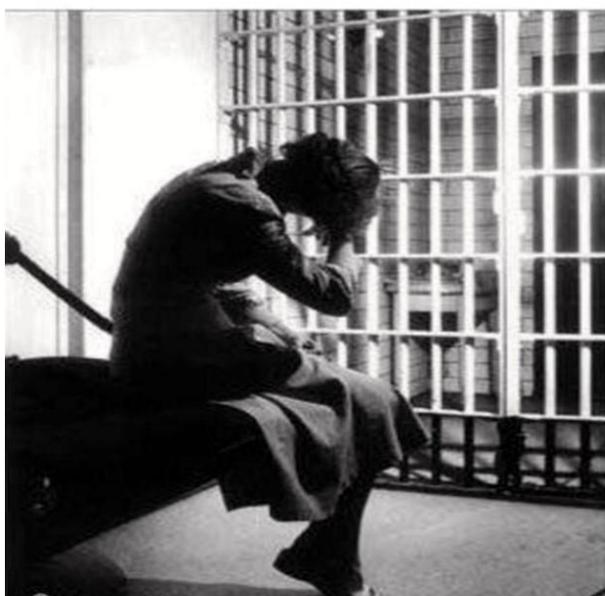
Mesdames, Messieurs de la presse locale et régionale,

Nous avons le plaisir de vous convier à la conférence conclusive française et souhaitons vous voir relayer nos travaux aussi largement que possible. Nous restons bien évidemment à votre disposition pour présenter en club de la presse d'autres résultats que vous pourriez souhaiter (analyse des questionnaires, investigations pilotées par les autres pays,...).

*Dominique SOUFLARD-ANTONY
Coordinatrice nationale du projet FEFI pour la France
et Conceptrice de ce projet coordonné par l'université de Mayence (DE)*



<http://www.euro-cides.eu/FEFI>



Pierre-Yves DUWOYE
Recteur de l'académie de Limoges
Chancelier des universités
Président du GIP FCIP de l'académie de Limoges

Eric GARNIER
Délégué Académique à la Formation Professionnelle Initiale et Continue
Directeur du GIP FCIP de l'académie de Limoges

Annie BRESSON
Proviseure de l'Unité Pédagogique Régionale de Bordeaux

ont le grand plaisir de vous convier le
Jeudi 24 septembre 2015 de 9h00 à 13h00
Salle des Conseils de la Présidence de l'Université de Limoges
33 rue François Mitterrand - LIMOGES

à la **Conférence conclusive du projet européen « FEFI » 2013/2015**
sur la thématique de l'enseignement fait aux femmes en situation de détention
avec une vidéoconférence articulée entre les pays partenaires
Traduction anglais-français assurée

Intervention de
Madame Sophie BLEUET, Directrice Interrégionale des Services Pénitentiaires
de la région sud-ouest (Bordeaux, Limoges, Poitiers)

Café d'accueil dès 8h30
Buffet à 13h00 sur inscription

Réponse obligatoire avant le 18 septembre 2015 à

contact@euro-cides.eu

Dominique ANTONY, coordinatrice du projet

Tel 06 11 72 92 54

